

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1311 - 2 juin 1988 - 4 F

D 1311 BRÉSIL : LE PRÉSIDENT JUSTIFIE SON ACTION

Critiqué et attaqué de toutes parts, y compris de sa majorité, le président de la République Sarney a violemment répliqué dans un programme radio du 22 avril 1988. Depuis une année environ une grave crise de confiance affecte le premier mandataire du pays, en raison tant d'une politique économique et sociale cahoteuse que d'une dégradation inquiétante du climat national dont les interminables débats d'une Constituante à la traîne sont aujourd'hui le reflet (cf. DIAL D 1234, 1282, 1283 et 1286). A cela se sont ajoutées les critiques de certains milieux militaires et les révélations d'une commission d'enquête parlementaire sur la corruption dans les hautes sphères de l'Etat. Cette convergence explique le ton particulièrement agressif du président de la République dans la riposte ci-dessous.

Note DIAL

ALLOCUTION RADIODIFFUSÉE DU PRÉSIDENT SARNEY

(Intertitres de DIAL)

Brésiliennes et Brésiliens,

C'est le président José Sarney qui vous parle, une fois de plus, dans le cadre de nos conversations radiodiffusées de chaque vendredi.

(Une succession présidentielle inattendue)

Hier, 21 avril, nous commémorons la naissance de la liberté dans notre pays avec la cent quatre-vingt-seizième année du sacrifice de Tiradentes (1). C'était aussi le troisième anniversaire de la mort Tancredo Neves, le grand fondateur de la nouvelle démocratie brésilienne (2) que nous sommes en train d'affirmer avec bien du travail et des sacrifices, en dépit de l'incompréhension hargneuse de beaucoup.

Tout le monde se souvient de 1985 et de ce qu'a représenté la tragédie de la maladie et de la mort de Tancredo Neves. Tout avait été fait sous sa conduite. L'ensemble du montage des accords et des pactes avec les nombreux et hétérogènes groupes politiques de la nation avait été signé par lui, qui avait patriotiquement obtenu que les divergences soient oubliées et que puisse ainsi être fondée la nouvelle démocratie.

Soudain, comme vice-président, j'ai dû assumer le gouvernement en remplacement de Tancredo, pour honorer les engagements de l'Alliance démocratique et permettre la transition. J'ai respecté tous les engagements du document que nous avons signé. J'ai eu la grande et difficile mission de conduire le Brésil dans la traversée des berges

[1] L'"Arracheur de dents", surnom populaire de Xavier da Silva, fut le premier héros de la lutte pour l'indépendance. Exécuté en 1792 (NdT).

[2] Cf. DIAL D 996 et 1034 (NdT).

de l'autoritarisme vers les berges de la démocratie, à travers les tourmentes et les menaces, les crises économiques, politiques, sociales et partisans, quand ce ne furent pas, très souvent, de simples pressions individuelles. Je me suis fixé un délai pour mener à bien cette tâche et je ne me suis pas écarté ni ne m'écarterai d'un millimètre de la route tracée. Ma boussole est tournée vers le nord de la liberté. Rien ne me détourne de cette préoccupation car je suis convaincu que c'est seulement par la démocratie, avec la Constitution, avec un pays organisé, avec des élections directes, avec des syndicats actifs, avec des partis légalisés, avec une presse libre et responsable, que nous pourrions obtenir une démocratie parfaitement stable et jouissant du développement, de la justice et de la paix.

Je puis dire, en jetant un regard sur ces trois années, que je suis pour l'heure le vice-président du Brésil qui est parvenu le plus longtemps à gouverner, à faire face aux difficultés que connaissent les vice-présidents de la République devant assumer le gouvernement.

Au cours de ces trois années, je n'ai été rien d'autre que le président d'un pays démocrate. Et le Brésil est une démocratie universellement reconnue et appréciée de tous les Brésiliens. Nous sommes sur la liste des démocraties organisées par la gauche et par la droite dans le monde entier.

(Bilan de gestion gouvernementale)

Voyons rapidement la liste des décisions qui traduisent les avancées démocratiques au Brésil: la liberté rendue à l'organisation des partis, la fin des partis clandestins et des camouflages idéologiques résultant de l'intolérance; et surtout j'ai mis un terme à la ségrégation et à la discrimination idéologique au Brésil. Tous les partis de toutes idéologies, couleurs et bannières sont libres de participer aux batailles électorales. Plus personne n'a besoin de se cacher ni n'est menacé de poursuites ou de prison quand il dit ce qu'il pense et ce qu'il estime bon pour le Brésil. Il n'y a pas de semaine où, à la télévision, le peuple brésilien n'ait au moins une heure pour poser des questions au gouvernement et au président de la République, lequel accepte tout cela comme faisant partie du jeu démocratique et de sa fonction. Nous n'avons jamais, au cours de notre histoire, atteint un tel niveau de liberté politique.

Nous avons une Assemblée nationale constituante qui est en soi un instrument source de bien des difficultés, en remettant en cause jour après jour les institutions puisqu'elle peut les changer. Convoquée par moi et fonctionnant en toute liberté, elle prend des décisions qui émeuvent la nation. Pour la première fois dans l'histoire du Brésil on a une Assemblée nationale constituante au sein de laquelle n'est pas assis un président de la République qui lui dicterait ses normes.

Les élections directes à la présidence de la République ont été rétablies en 1985. On a rapporté la mesure de nomination des maires dans les communes considérées comme aires de sécurité nationale et zones hydrominérales. Il en a été de même pour les maires des capitales d'Etat qui sont maintenant élus. Le droit de vote a été donné aux analphabètes.

Nous avons eu des élections, les plus libres du Brésil, pour les gouverneurs d'Etat, les sénateurs et les députés. Le Brésil a modernisé la technique de listes électorales. Nous sommes aujourd'hui la deuxième démocratie du monde en nombre d'électeurs.

Les centrales syndicales, qui étaient illégales, fonctionnent librement. En trois ans, 1016 nouveaux syndicats ont été retenus. Un nombre extraordinaire, quand on pense que le ministère du travail a mis trente ans pour reconnaître moins de 9000. Aucun responsable syndical n'a été démis et les plus de deux cents responsables dé-

mis ont été amnistiés. Le comité de liberté syndicale de l'Organisation internationale du travail à Genève n'a, pour la première fois, enregistré aucune plainte contre le Brésil.

Le prestige international du pays, fruit de notre démocratie interne, se reflète dans l'attention prêtée à notre opinion, dans l'acceptation de nos engagements et dans la recherche de notre partenariat. Avec nos frères d'Amérique latine nous faisons les premiers pas vers la création d'un marché commun: une alliance économique que seules peuvent faire les nations libres, démocratiques et politiquement stables.

(Des critiques injustifiées)

Tout cela n'a cependant pas été fait sans de grands sacrifices. Je suis peiné de voir la haine de certains, l'incompréhension d'autres, l'envie et le dépit de nombre de ceux qui cherchent à profiter de la liberté instaurée dans le pays pour détruire la liberté, pour détruire le système en voie d'élaboration, pour déstabiliser le gouvernement et, très souvent, pour essayer de le faire tomber.

Je sais que je dispose, comme cela a été démontré à plusieurs reprises, du soutien du Congrès et de la majorité de l'Assemblée nationale constituante. Ce n'est pas un soutien de José Sarney. C'est le soutien du grand projet de démocratisation du pays proposé par Tancredo Neves et qu'il m'appartient de mener à bien comme président. C'est le soutien de la présidence de la République, qui est permanente dans une démocratie et qui doit être respectée, qui doit être aidée, qui doit être en permanence renforcée comme instrument nécessaire à un pays qui veut réellement être démocratique.

J'ai assumé mes propres limites et je ne sais pas où j'ai trouvé des réserves pour tant de patience, pour tant de calme permettant de ne pas dévier du chemin tracé. La liberté nous mène, à travers des crises, aux rives de la démocratie qui est synonyme tout à la fois d'ordre, de développement, de paix et de stabilité. Bien des avancées ont été obtenues, elles sont bénéfiques au peuple brésilien: dans le domaine social, dans le domaine économique et, comme je l'ai dit, également dans le domaine politique.

Brésiliens, Brésiliennes, ces réflexions coïncident avec la date du martyr de Tiradentes, qui est la base de la liberté au Brésil.

Durant ces trois années j'ai apporté ma grande contribution au pays. Pour servir et non pour être servi. Pour regarder notre patrie avec les yeux de l'avenir et non pas avec la vision mesquine d'intérêts immédiats.

(La sédition des irresponsables)

La liberté est instaurée. Personne n'a été plus démocrate que moi. Personne plus que moi n'a autant théorisé et exercé la démocratie et la liberté ni autant souffert pour elles. Dans un régime qui est une tentation ouverte à toutes les licences, j'ai entendu du président Frei (3), peu avant sa mort, le témoignage tragique qu'on ne sait ce qu'est la liberté que le jour où on la perd. C'est pourquoi j'ai dit que, dans ce pays, au nom de la liberté certains cherchent à la tuer. A la tuer sans savoir qu'ils vont mourir en même temps qu'elle.

Le terrorisme moral, l'irresponsabilité, la conspiration et le primarisme politique portent fondamentalement atteinte à la liberté démocratique. Le Brésil a besoin d'une seule chose pour pouvoir connaître vraiment la tranquillité, grandir dans la paix et faire le bonheur de son peuple. Cette chose unique, aujourd'hui, c'est la stabilité qui vient après l'instauration du régime démocratique. Celui qui pense tirer bénéfice de l'instabilité est en réalité l'architecte de sa propre erreur. Il est temps de s'arrêter et de penser au Brésil. J'ai entendu l'autre jour le président

(3) Du Chili (NdT).

Sanguinetti me dire ceci: en Uruguay, le jour où il a été élu, l'opposition lui a donné trois ans de trêve pour rendre viables le gouvernement du pays et le pouvoir civil, car les Uruguayens savaient quelles étaient leurs difficultés. Cela n'a pas été le cas chez nous. Je n'ai pas eu une minute de trêve. Ce fut une guerre permanente d'intérêts, d'ambitions, de querelles politiques, mesquines: une véritable sédition d'irresponsabilités. Très souvent je me pose la question: où donc ces gens-là veulent-ils nous conduire? Au chaos, à l'anarchie, à la récession. Nous ne permettrons pas que cela soit. J'ai la conscience tranquille de celui qui a rempli son devoir. J'ai fait ma part. Je fais ma part et tous les Brésiliens doivent le reconnaître. Même ceux qui peuvent être contre moi pour une raison ou pour une autre.

Aussi je termine cette émission par un appel à la réflexion. Nous allons réfléchir un peu plus sur ce qui se passe. Le Brésil a besoin que chacun fasse son devoir.

Brésiliennes, Brésiliens,

Un gouvernement qui fait grandir la liberté n'a peur de rien. Ni des intrigues, ni des mensonges. Car la liberté garantit à tous le droit à ce que la vérité apparaisse.

Bonne journée. Merci. Et à la semaine prochaine.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441